

Le spectre de Calais, cauchemar des décideurs de la Côte

- ▶ 80 migrants arrêtés à La Panne en provenance de Calais ou Dunkerque.
- ▶ Les craintes d'un déplacement de la « Jungle » calaisienne vers la Côte belge seraient-elles fondées ?
- ▶ La question divisée.
- ▶ Les communes applaudissent.
- ▶ Les acteurs de terrain jugent les contrôles contre-productifs et favorables aux passeurs.

Jan Jambon a sorti l'artillerie lourde à la Côte belge pour tenter de bloquer la route des migrants venus de Calais ou de Dunkerque : 290 policiers supplémentaires sont mobilisés pour des contrôles à la frontière franco-belge. Mais si certains migrants franchissent en effet cette frontière, certains ayant d'ailleurs déjà été interceptés lors des premiers contrôles effectués mercredi, on est encore très loin de l'« invasion » migratoire agitée comme un épouvantail par certains.

1 Que craint-on vraiment ? Jan Jambon, les bourgmestres de la Côte et le gouverneur de Flandre-Occidentale redoutent l'installation d'un « Calais-bis » en Belgique, la création d'un grand village clandestin comparable à la « Jungle » de Calais. Cette peur est attisée par la perspective du démantèlement annoncé de la partie sud du camp de Calais, qui compte entre 1.000 et 3.000 personnes. C'est le souhait des autorités françaises qui n'attendent qu'une décision de Justice pour lancer les bulldozers. Dans ce scénario probable, les migrants concernés (mais pas forcément tous !) risquent fort de se diriger vers la Côte belge, pour y rechercher un autre point de pas-

sage vers l'Angleterre. A quelques encablures de la frontière française, le port de Zeebrugge ferait parfaitement l'affaire.

Le bourgmestre de Coxyde Marc Vanden Bussche (VLD) redoute d'être confronté à un Calais-bis. « Là-bas, 600 CRS sont déployés pour assurer la sécurité de plus de 6.000 personnes. Il faut éviter cela à tout prix ici. »

2 Ces craintes sont-elles fondées ? Les chiffres de la police ont tendance à répondre par l'affirmative. Le nombre de migrants interpellés autour du port de Zeebrugge n'a cessé d'augmenter depuis l'automne 2015. Renaat Landuyt, le bourgmestre de Bruges estime qu'en l'espace de quelques mois, le nombre d'interpellations de migrants est passé de 200 par mois à 200 par semaine. De fait, ce chiffre explose : 80 cette seule journée de mercredi, 950 sur le mois de janvier 2016 et... moins de 400 pour toute l'année 2014.

Le gouverneur de Flandre-Occidentale, Carl Decaluwé (CD&V) et les bourgmestres de la Côte, ont pressé le ministre de l'Intérieur à venir à la rescousse de la zone de police locale (La Panne, Nieupoort et Coxyde). Le premier ajoute que le démantèlement du camp de Calais ne fera que gonfler le flux de migrants, composé de groupes importants de Syriens, d'Irakiens et d'Iraniens : « Ces gens n'ont aucune intention d'être enregistrés chez nous et nourrissent comme seul espoir celui de prendre pied sur les côtes anglaises. »

A la question de savoir si l'inquiétude qui s'est emparée des responsables des communes côtières n'était pas excessive et disproportionnée, le gouverneur réplique. « Bien sûr, nous ne vivons pas à Lampedusa mais si nous sommes parvenus jusqu'ici à faire face aux événements, c'est parce que nous les anticipons. »

Toutefois, tous les observateurs ne partagent pas la même crainte. Une bienveillante belge qui livre ré-

gulièrement des repas à Zeebrugge et Dunkerque nous rapportait mercredi qu'elle ne croit pas que le démantèlement de la moitié de la « Jungle » française aura un réel impact en Belgique. D'après ses informations, les migrants de Calais se dirigeront plutôt vers la « nouvelle Jungle » de Dunkerque (Grande-Synthe). Elle

explique que certains migrants partent de là avec des passeurs pour Zeebrugge avant d'y retourner pour y dormir s'ils n'ont pas réussi à entrer dans le port belge.

François De Smet, le directeur de Myria (Centre fédéral Migration), estime que le démantèlement de Calais poussera les migrants à se regrouper et qu'ils le feront probablement autour du point de passage le plus facile vers le Royaume-Uni. « Oui, le risque existe que ce soit en Belgique. Mais c'est très imprévisible. On parle de mouvements humains... »

Caroline Intrand, co-directrice du CIRé, souligne, elle, que « s'il y avait vraiment une volonté » des migrants de s'implanter en Belgique, « beaucoup plus de migrants seraient déjà arrivés. Le phénomène existe, mais il n'est pas massif. »

Ce qui est sûr, explique Pierre Verbeeren, le directeur de Médecins du Monde (l'ONG est active à Zeebrugge depuis vendredi dernier), c'est « qu'il existe déjà des zones de non-droit à la Côte. Mais tous les migrants présents à cet endroit ne viennent pas de Calais. Certains d'entre eux sont directement arrivés à Zeebrugge depuis l'Iran. La théorie de la propagation depuis Calais ne tient donc pas totalement la route : il y a d'autres routes migratoires vers la Côte ».

3 Les contrôles frontaliers sont-ils la bonne réponse au problème ? Léopold Lippens, le bourgmestre de Knokke, loue le ministre Jambon et son secrétaire d'Etat Théo Francken (N-VA) : « Ce sont de grands ministres. Sans eux, c'eût été le fiasco com-

plet. Ils ont raison : ces illégaux doivent retourner chez eux. Les Français ont été dégueulassés (sic). Par peur du FN de Le Pen, ils vont démanteler Calais et envoient des bus entiers d'illégaux vers la Belgique. Oui, il faut renforcer les contrôles aux frontières et renvoyer ces illégaux chez eux »

Marc Vanden Bussche, surnommé le « shérif fou » pour avoir fait distribuer des badges aux réfugiés accueillis au centre Fedasil de sa commune de Coxyde, applaudit lui aussi : « C'est une mesure préventive. Comparez cela aux mesures prises lors de match de football. Coxyde joue en division II. La police est là pour prévenir tout débordement de la part des hooligans. »

Ann Vanheste, la bourgmestre de La Panne, qui se réjouit de l'interception de 80 personnes à la frontière de sa commune avec la France, s'empresse d'ajouter que ces contrôles sont d'ordre préventifs et ne constituent pas la solution au problème. François De Smet, Caroline Intrand et Pierre Verbeeren vont plus loin : les contrôles de police sont contre-productifs. Primo, soulignent-ils, parce qu'ils ne feront que dévier la route des migrants. Secondo, parce qu'ils renforceront l'influence des passeurs.

François De Smet : « Ces contrôles sont surtout une façon de rassurer la population. C'est aussi un message à l'intention des migrants : "Ne venez pas chez nous". » Pour Pierre Verbeeren,

les contrôles sont un message de l'ordre de la répression, et « la répression va toujours de pair avec une hausse de la clandestinité. »

Pour Caroline Intrand, « ces contrôles sont totalement disproportionnés. Dans les accords de Schengen, il est précisé que les contrôles peuvent reprendre en cas de menace pour l'ordre public et la sécurité intérieure. Une poignée de migrants provoquent-ils tout cela ? Il faut être plus mesuré ». ■

CATHERINE JOIE
et DIRK VANOVERBEKE



Côte « Migrants ou pas, si la météo est bonne, les touristes

Les pieds dans le sable, sous le soleil, le personnel de la société de locations de cuistax et de vélos Arizona de La Panne prépare intensivement la saison touristique en ce mercredi. On délimite la zone commerciale et on aplanit les surfaces qui vont accueillir les bolides durant quelques mois. Une saison que l'on envisage difficile à cause du probable démantèlement de la « Jungle » de Calais et de l'afflux de migrants qu'elle pourrait provoquer, comme l'envisage une partie du monde politique flamand ?

« Pas du tout, rétorque Leen, l'un des employés. La Panne est faite pour les touristes et vit avec et pour les touristes. Ils viendront comme d'habitude. Le seul paramètre qui peut les empêcher de venir est le même depuis la nuit des temps, c'est la météo. Les migrants, s'ils décident de quitter la France, ne feront que passer par La Panne. Ils ne s'arrêteront pas et iront jusqu'à Zeebrugge. Ils ne perturberont pas notre activité. »

Dans la cuisine de son restaurant La Marina, Stéphane, 68

ans, termine la cuisson de deux casseroles de moules pour un couple de pensionnés. Son discours est le même. « Je n'ai absolument pas peur pour la saison, affirme-t-il. De toute façon, on ne sait rien y faire. Pour l'instant, on n'en voit pas beaucoup et les contrôles qui ont été instaurés devraient permettre que ça n'augmente pas. Je peux comprendre que ces gens fuient leur pays où ils sont tous victimes d'une certaine forme de racisme. Moi-même, étant de père allemand, j'ai été la cible de beaucoup de discrimination quand j'étais jeune. Ce qui me désole le plus, c'est que de nombreux enfants se trouvent dans la Jungle. Ils ne méritent pas ça. Que vont-ils devenir après avoir vécu une telle expérience ? »

« Les migrants vont réussir à passer. Les contrôles vont durer quelques jours »

KEVIN, COMMERCANT

Et le restaurateur de relater une expérience récente. « L'an dernier, le CPAS de La Panne m'a

demandé de nourrir durant deux mois une famille de demandeurs d'asile. J'ai accepté. Durant 60 jours, j'ai offert les repas à toute la famille. J'ai trouvé ça normal puisque ces gens étaient totalement démunis. Ce qui me désole, c'est qu'à leur départ, ni eux ni le CPAS, ne m'aient dit merci. Mais je le referais. »

Dans sa boutique d'articles de plage, Kevin voit la future saison touristique avec le même optimisme. Même si l'efficacité des contrôles policiers ne le convainc guère. « Les touristes vont venir à La Panne comme ils le font depuis toujours, estime le jeune homme. Mais les migrants vont réussir à passer. Les contrôles aux frontières vont durer quelques jours mais ne pourront pas perdurer. En plus, les policiers ne sont pas d'ici. Ils ne connaissent pas les dunes parfaitement pour les rendre impassables. Et si les migrants arrivent en nombre, ça pourra conduire les touristes à aller ailleurs. »

Bourgmestre mais aussi en charge du tourisme dans sa cité d'Ostende, Johan Vande La-

notte, lui, n'a pas peur. « Il y a 4 ans, Ostende comptait beaucoup d'illégaux. Ça n'a pas eu d'impact sur le tourisme. Si certains réussissent à franchir la frontière, ça n'en aura pas cette fois-ci. Ce qui les intéresse, c'est de se mettre près des lignes pour gagner l'Angleterre. Ils ne viendront donc pas à Ostende. Qu'est-ce qu'ils vont y trouver ? »

Derrière son comptoir, à l'hôtel Le Houck, à Coxyde, le patron se montre, pour sa part, plus sceptique. « Parmi mes clients habitués, beaucoup viennent de Bruxelles. Certains me disent qu'ils voient des migrants à Bruxelles et que ça les dérangerait d'en voir ici aussi. Ils se disent disposés à aller séjourner ailleurs. D'autres pensent au contraire que toutes les craintes sont uniquement alimentées par le pouvoir politique. »

Pragmatique, la poissonnière voisine est convaincue que « migrants ou pas, s'il fait beau, les touristes viendront. » ■

FREDERIC DELEPIERRE

RÉACTION

Mayeur : « Deux poids, deux mesures : organiser le chaos à Bruxelles, et surréagir en Flandre ! »

Le bourgmestre de Bruxelles est dé-chaî-né. Un torrent. Le rétablissement des contrôles à la frontière franco-belge ? Le sort fait aux « illégaux » de Calais ? Indépendamment du coup porté à Schengen de la part d'un pays fondateur de l'Europe, et au droit des gens, Yvan Mayeur (PS) y voit, nous explique-t-il, la confirmation de ses craintes et l'illustration de sa thèse depuis l'installation du gouvernement fédéral : « D'un côté, ils organisent le chaos à Bruxelles, de l'autre, ils surréagissent et surmobilisent quand il est question d'une "menace" pour la Flandre, comme ils disent. »

Le bourgmestre prolonge : « Je pense aux événements à la fin 2015 autour du parc Maximilien, où Francken et Jambon ont provoqué le désordre, même menacé de faire charger la troupe pour disperser les candidats réfugiés ! On avait tout préparé, des solutions alternatives, pour que ça se passe bien, mais non, ils ont tout fait pour que ce soit le chaos, délibérément, parce qu'ils détestent Bruxelles, et veulent détruire son image. Ils ne peuvent pas le faire institutionnellement, alors ils s'y prennent autrement. Même chose avec le niveau 4 dans la menace terroriste, le lockdown, les véhicules militaires sur la Grand-Place ! Ou encore dans l'attitude au fédéral par rapport aux tunnels bruxellois. D'un côté, ils déversent tout le négatif, de l'autre, en Flandre, ils surdimensionnent l'intervention pour le rétablissement de l'ordre, pour emporter l'adhésion de l'opinion publique. La N-VA est derrière tout ça. Deux poids, deux mesures. Moi, je suis contre tous les ghettos, au parc Maximilien comme à la Vlaamse Kust. Eux, ils sont dans le déséquilibre, intentionnellement. »

Les libéraux-réformateurs, dans la mésaventure décrite par le bourgmestre de Bruxelles ? « Ils ne veulent pas ça, Charles Michel non plus, mais ils sont englués dans ce gouvernement dominé par les Flamands. On parlait autrefois de l'Etat CVP, on y revient, avec la N-VA à la place, et avec des conséquences incalculables pour les francophones. »

D. CI ET B.DY

Renaat Landuyt « Arrêtons de tout mélanger »

ENTRETIEN

Renaat Landuyt (SP.A), bourgmestre de Bruges – et de Zeebruges qui en fait partie – est aussi, parmi tous les maieurs de la Côte belge, celui qui est le plus concerné par l'afflux de réfugiés en provenance de Calais.

Le démantèlement programmé de Calais vous inquiète-t-il ?

Nous sommes confrontés à ce phénomène depuis deux ans. Depuis des mois, on assiste au même « modus operandi ». Tous les jours, des jeunes de 18 à 35 ans, des Iraniens, cherchent par tous les moyens à entrer dans le port : ils saccagent les clôtures pour pénétrer dans les camions, en décharger les marchandises dans l'espoir de gagner l'Angleterre. Jusqu'ici, les

contrôles quotidiens nous permettent de faire face. Nous faisons tout pour éviter que des camps ne s'installent. Et il faut poursuivre dans cette voie pour ne pas ouvrir la voie aux trafiquants qui tentent de séduire des familles et leur font croire que Zeebruges est un point de départ rêvé pour l'Angleterre. Nous devons leur prouver leur contraire : il n'est pas question que ces gens plantent leur tente sur un coin de dune. Pas question que s'installe à Zeebruges un deuxième Calais. On ne va pas réitérer la même faute que les Français.

Une position surprenante pour un membre socialiste de l'opposition, non ?

Arrêtons de tout mélanger. De qui parle-t-on, sinon des illégaux, des gens qui sont ici et ne

veulent à aucun prix être régulés et enregistrés en Belgique ? Nous tendons évidemment la main à tous les autres, à tous les demandeurs d'asile. C'est ma volonté de bourgmestre, c'est aussi ce que j'avais prévu : on est prêt depuis des mois à accueillir 350 personnes dans une caserne, à proximité du port. Le fédéral nous en a dissuadés parce qu'un tel centre risquait de compliquer les opérations de police, la contraignant à faire le tri entre illégaux et demandeurs d'asile. Les premiers profitent de la misère des autres pendant la journée et s'apprennent illégalement à partir pendant la nuit. Il faut bloquer la voie illégale, couper la route aux trafi-

quants.

Vous avez reçu un tweet du centre d'action sociale (CAW) de Flandre-Occidentale vous reprochant de ne pas être assez social. Un tweet jugé inacceptable mercredi, au Parlement flamand, par le ministre compétent Vandeurzen...

Le CAW a décidé, sans concertation, de créer un point d'appui pour venir en aide aux illégaux. Cela ne va pas. Ce type d'action nourrit les extrêmes et érige la police en ennemi, alors que ce sont ces migrants économiques qui profitent de la misère des demandeurs d'asile qu'il faudrait pointer du doigt. Mon inquiétude, c'est que ce type de comportement rende illisible notre politique d'accueil aux yeux des citoyens. Et crée des tensions. ■

Propos recueillis par
DIRK VANOVERBEKE

contrôles 250 à 300 policiers mobilisés

Les contrôles à la frontière franco-belge mobiliseront jusqu'à nouvel ordre de 250 à 290 policiers issus de la police intégrée (locale et fédérale), l'essentiel des renforts provenant des zones de police des autres provinces flamandes (Flandre-Orientale, Anvers, Brabant flamand et Limbourg) et du corps d'intervention de la police fédérale.

Le mécanisme selon lequel s'organise la mise à disposition de ces renforts est réglé par la directive relative aux « capacités hypothéquées » des zones de police. Le principe repose sur la solidarité opérationnelle des différents corps de la police locale. Aux termes de cette directive, chaque zone de police est obligée de tenir à la disposition des autres une partie (au maximum 7 % de l'effectif disponible) de sa propre capacité opérationnelle.

Lorsqu'une zone de police est confrontée à une situation ou à un événement qu'elle n'a pas les capacités opérationnelles de gérer seule, elle peut faire appel au corps d'intervention de la police fédérale – une unité qui a repris à son compte les missions de l'ancienne réserve générale – et aux « capacités hy-

pothéquées » des autres zones de police, selon des modalités précises fixées par la directive.

« Cette fois, les choses paraissent mieux s'organiser que lors de la mise en œuvre du Plan Canal, le 1^{er} février dernier, explique Vincent Gilles, le président du SLFP-Police, faisant ainsi référence à la colère qu'avait récemment suscitée, parmi les syndicats, l'envoi impromptu de policiers fédéraux dans les zones de police de Bruxelles-Ouest et de Vilvorde. Même si les événements de ces derniers mois ont contribué à instaurer un certain nomadisme au sein de la police. On touche là aux limites du concept de "police intégrée" puisqu'en fait, il faut désormais composer avec 193 employeurs – les 192 zones de police locale et la police fédérale – sans que la logique et le bon sens y trouvent toujours leur compte : dans les faits, les zones de police qui sont en état de prêter des capacités opérationnelles ne sont pas toujours celles qui sont, géographiquement, les mieux situées et l'on peut ainsi voir des policiers parcourir de très longues distances pour venir en renfort là où on les sollicite. » ■

STÉPHANE DETAILLE

dans les Balkans « On n'est pas venus par la Grèce mais par la Bulgarie, cachés »

TABANOCE

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Un vent glacial balaie ce jour-là le camp de Tabanoce situé, coté Macédonien, à 400 mètres de la frontière avec la Serbie. Blottis dans de longues mais fines couvertures grises, plusieurs centaines d'Afghans font la queue devant un container pour obtenir un bol de soupe chaude et un morceau de pain. « Eh la journaliste, regarde bien ! C'est nous l'effet domino dont tout le monde parle », ironisent alors une dizaine de jeunes garçons.

Hasmat et Hamran ont respectivement 18 et 20 ans. Ce ne sont pas des amis de longue date, la vie du camp les a rapprochés. Ils viennent de Kaboul ou Logar, sont sur la route depuis près d'un mois en passant par l'Iran, la Turquie et la Grèce à destination de l'Allemagne. Ils font partie de ces 617 Afghans bloqués à Tabanoce depuis que la Croatie puis la Serbie, sous l'impulsion de l'Autriche, ont décidé vendredi 19 février de renforcer le filtrage de réfugiés à leurs frontières et de n'accepter que les Syriens et les Irakiens. Depuis une petite semaine, ils attendent dans ce camp de tran-

sit où rien n'est prévu pour accueillir des réfugiés plus de quelques heures.

« Parce que les trains en provenance du camp de Guevgueliya à la frontière gréco-macédonienne débarquent les réfugiés dans la garde de Tabanoce, nous avons établi ce camp ici pour distribuer de l'eau, de la nourriture et donner quelques soins médicaux aux personnes avant qu'elles traversent la frontière vers la Serbie. Il n'y a pas de douche, de lits ou de sanitaires pour accueillir de manière permanente 600 personnes, explique Driton Maliki, coordinateur sur le site de l'ONG Legis, très active en Macédoine. Les autorités ne savent pas quoi faire d'eux. »

Dans l'une des grandes tentes chauffées, une centaine de Syriens se tiennent à l'écart. Ils ne comprennent pas bien ce qu'ils font là puisqu'ils savent qu'ils font normalement encore partie de ces élus autorisés à continuer leur route vers l'Europe. « On n'est pas venus par la Grèce mais par la Bulgarie, cachés par des passeurs dans des camions, explique Ismail, 38 ans et qui voyage avec ses trois enfants. J'ai tout vendu et donné ma maison à un passeur en Syrie qui a

promis de me faire arriver jusqu'en Allemagne. » Arrivé à la frontière croate, il a été refoulé sans aucune explication.

Alors que les autorités serbes l'avaient enregistré comme Syrien en relevant ses empreintes et prenant sa photo. Et qu'il avait en plus des papiers d'identité syriens prouvant bien sa nationalité, une nouvelle obligation mise en place ces

derniers jours. « On nous a dit que l'on devait emprunter le corridor mis en place via la Grèce, la Macédoine et la Serbie mais moi je ne voulais pas risquer de voir mes enfants se noyer en mer Egée. C'est absurde de nous obliger à passer par là si l'on peut payer une voie terrestre plus sûre ! »

Pour l'un des bénévoles du camp, la Croatie ou la Serbie veulent avant tout éviter qu'une nouvelle voie ne s'ouvre au départ de la Turquie au moment même où cinq pays des Balkans tentent de réduire drastiquement le flux sur la voie classique qui va des plages d'Asie mineure aux îles de la mer Egée puis à la frontière gréco-macédonienne et de là en Serbie, Croatie ou Slovaquie puis Autriche.

Après une première rencontre à Za-

greb le 18 février dernier, ces pays ont de nouveau convoqué une réunion de leurs ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur mercredi 24 à Vienne, en y associant des représentants de la Bulgarie, de l'Albanie, de la Bosnie, du Kosovo et du Monténégro. La Grèce, pourtant en première ligne de la crise migratoire puisque selon l'Office international des migrations (OIM) plus de 100.000 réfugiés et migrants sont arrivés sur son territoire depuis début 2016, n'a pas été conviée.

Effet domino oblige, c'est en Grèce, dernier pays avant... la mer et la Turquie que la situation devient chaque

jour de plus en plus explosive. Plus de 1.000 Afghans ont été évacués mardi du poste frontière d'Idomeni et menés vers des centres d'accueil sur le continent qui étaient normalement destinés aux demandeurs d'asile. Sur les îles où continuent d'arriver jusqu'à 3.000 migrants par jour, les opérations d'enregistrement des Afghans sont ralenties pour tenter de répartir le flux sur l'ensemble du territoire.

Et pour ceux qui réussiraient à monter dans des bus depuis le port du Pirée jusqu'à la frontière macédonienne avec les Syriens et les Irakiens, les bus sont déviés vers des aires d'autoroutes pour effectuer un tri.

Bref, en quelques jours à peine, la situation est devenue chaotique. Le pays n'a ni les infrastructures ni les moyens de se transformer en vaste camp de rétention. Le premier ministre Alexis Tsipras qui avait reçu lors du Conseil européen de la semaine dernière l'assurance, notamment allemande, que rien ne changerait aux frontières d'ici au sommet Union européenne-Turquie du 6 mars prochain, ne décolère pas.

Mais l'UE semble impuissante à contenir l'initiative des cinq pays du groupe de Zagreb qui ont aussi décidé d'établir un nouveau processus d'enregistrement commun. ■

ADEA GUILLOT

UE La bataille des plans concurrents fait rage

Il faut que cesse la bataille des plans A, B ou C! » Le président du Conseil européen Donald Tusk avait beau tancer nombre de dirigeants européens non nommés, mercredi après-midi au Parlement européen, rien n'y fait : à chaque réunion, une nouvelle initiative isolée d'un pays ou d'un groupe vient compliquer les choses.

Alors que se tient ce jeudi un important Conseil des ministres européens de l'Intérieur ou de la Migration (JAI), l'Autriche a organisé mercredi matin à Vienne une réunion de coordination, convoquée la veille, avec neuf pays de la région des Balkans. C'était déjà la même Autriche qui avait décidé, la veille du sommet européen de la semaine dernière, d'appliquer un quota d'entrées quotidien de 80 demandeurs d'asile sur son territoire, et de lancer une coordination avec les pays des Balkans pour enrayer le flux de migrants en provenance de Grèce.

1 Un plan austro-balkanique. A Vienne, la ministre de l'Intérieur Johanna Mikl-Leitner a déclaré en conclusion de la réunion : « Nous devons réduire le flux migratoire maintenant (...). En alliance étroite avec les pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Kosovo, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie et Slovaquie), nous avons convenu des

normes communes pour l'enregistrement des migrants (...).

Protéger les frontières extérieures de l'UE est une priorité absolue. Tant que cela ne fonctionne pas, nous devons - et nous le ferons - renforcer notre collaboration sur nos frontières nationales. »

Qu'est-ce que ce plan initié la semaine dernière donne en pratique ? La Macédoine ne laisse passer, pour leur faire rejoindre l'Autriche ou l'Allemagne, que les ressortissants irakiens et syriens, susceptibles d'obtenir l'asile en Allemagne ou Autriche, tandis que les autres, et notamment les Afghans, sont refusés. (Voir ci-dessus.) Les autres pays des Balkans, en amont, laissent passer voire organisent eux-mêmes avec leurs polices le transfert des candidats à l'asile vers la frontière suivante. Une pratique nommée condamnée par le Conseil européen la semaine dernière.

2 La crise humanitaire grecque.

Le pays le plus touché par les effets de ce nouveau plan n'était quant à lui pas invité à Vienne, et a fait savoir son mécontentement : c'est la Grèce. Celle-ci a été depuis l'automne dernier la cible de toutes les critiques de ses partenaires de la zone Schengen : pour ses défaillances dans le contrôle de sa frontière maritime, le non-respect des règles dites de Dublin qui obligent à

enregistrer et garder chez elle les demandeurs d'asile et renvoyer les migrants irréguliers, et enfin pour le retard de plusieurs mois dans la création des « hotspots », ces centres d'enregistrement qui doivent permettre de trier et envoyer vers d'autres pays de l'UE des demandeurs d'asile.

Tout cela a mené l'UE (les Etats mais aussi la Commission européenne) à initier un plan qui pourrait avoir comme conséquence pratique une mise en quarantaine de la Grèce, et l'enfermement des migrants sur son territoire. Résultat : clairement menacée par ce plan, la Grèce a mis les bouchées doubles dans la mise en place des hotspots, qui enregistrent aujourd'hui près de 80 % des migrants. De l'autre côté du spectre, certains partenaires européens ont été pris d'effroi par les effets potentiels d'une mécanique qu'ils ont contribué à initier, à savoir la crise humanitaire résultant d'un enfermement de la Grèce sur elle-même. C'est notamment le cas d'Angela Merkel, mais aussi de la Commission européenne. Où l'on sait mieux que quiconque que la Grèce met actuellement en œuvre un plan de réformes et d'austérité draconien. Le résultat de ce cocktail est potentiellement explosif en Grèce, mais il l'est également pour l'Union européenne qui a gagé une part de sa crédibilité (ou ce

qu'il en reste) dans la réussite du « plan de sauvetage » grec.

3 Le plan euro-turc. La réunion des ministres européens chargés de la Migration de ce jeudi aurait dû être suivie d'un déjeuner avec le ministre turc de l'Intérieur, mais ce dernier s'est finalement décommandé. Il était question de faire le point de la mise en œuvre du « plan d'action conjoint UE-Turquie », considéré par les dirigeants comme l'un des axes essentiels d'un plan de gestion de la crise. (Un sommet extraordinaire des 28, précédé d'un sommet UE-Turquie, se tiendra le lundi 7 mars prochain, pour faire un bilan au plus haut niveau de cette coopération.) « Nous ferons quand même le point à ce sujet sans le ministre turc », commentait un diplomate. Une autre source diplomatique haut placée signalait que « les informations dont nous disposons ne témoignent pas d'une baisse substantielle du flux en provenance de Turquie ». Alors que « nous avons vu ces deux dernières semaines que les autorités grecques ont été capables de faire la différence »...

Enfin, l'autre nouvelle du jour est venue de Budapest. Le premier ministre Viktor Orban y a annoncé la convocation d'un référendum sur la question des répartitions de demandeurs d'asile entre les pays de l'UE. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

EN HONGRIE

Un référendum sur le plan européen de relocalisation

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a annoncé mercredi l'organisation d'un référendum sur le plan européen de relocali-

sation des réfugiés entre pays membres de l'UE auquel son gouvernement est opposé. « Le gouvernement a décidé la tenue d'un référendum sur la question des quotas obligatoires de répartition » de réfugiés, a déclaré au cours d'une conférence de presse M. Orban. Son gouvernement avait

déjà porté plainte en décembre devant la justice européenne contre les quotas de relocalisation adoptés en septembre 2015 par l'UE. Le Premier ministre n'a pas donné la date de cette consultation mais a indiqué que le projet de scrutin avait été déposé mercredi à la Commission

nationale des élections. La question posée aux électeurs hongrois devrait être la suivante : « Voulez-vous que l'Union européenne crée une relocalisation obligatoire de citoyens non-hongrois en Hongrie sans l'approbation du parlement hongrois », a détaillé M. Orban.

AFP